



**1988:
LE MASSACRE
DE 30 000
PRISONNIERS POLITIQUES
EN IRAN RESTE
IMPUNI**

JUILLET 2018

RAPPORT MENSUEL
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne



1988: le massacre de 30 000 prisonniers politiques en Iran reste impuni

Les derniers jours de juillet rappellent le pire crime contre l'humanité depuis la seconde guerre mondiale, le massacre de plus de 30 000 prisonniers politiques en Iran en 1988.

Les meurtres n'ont pas seulement eu une ampleur horrible, mais ils restent entourés de mystère, le régime bloquant toutes les tentatives d'enquête sur l'ampleur du massacre.



La grande majorité des victimes étaient des partisans de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI / MEK), la principale opposition iranienne.

Le massacre s'est toutefois étendu aux membres et aux partisans d'autres groupes politiques, à des stades ultérieurs.

Les exécutions extrajudiciaires ont commencé dans la dernière semaine de juillet, culminant du 28 juillet au 14 août et se poursuivant jusqu'en automne et même l'année suivante en certains endroits.

La situation générale du massacre de 1988 est totalement inadéquate car le massacre a été massif, mené dans des prisons de tout le pays. Dans certains cas, il n'y avait pas de survivants.

Pendant 28 ans, les responsables du régime iranien ont refusé de reconnaître les exécutions ou de fournir des informations sur le nombre de prisonniers tués.

Le régime continue de supprimer toute information sur les meurtres, arrêtant des membres de la famille qui osent s'exprimer ou visiter des fosses communes au cimetière de Khavaran. Toutes les informations concernant le massacre sont considérées comme top secret.

Ainsi, ce qui est connu sur le massacre a été extrait et assemblé à partir du nombre limité de rapports de survivants, de familles appelées à collecter les corps de leurs proches, ainsi que de reconnaissances dispersées faites par les responsables du régime.

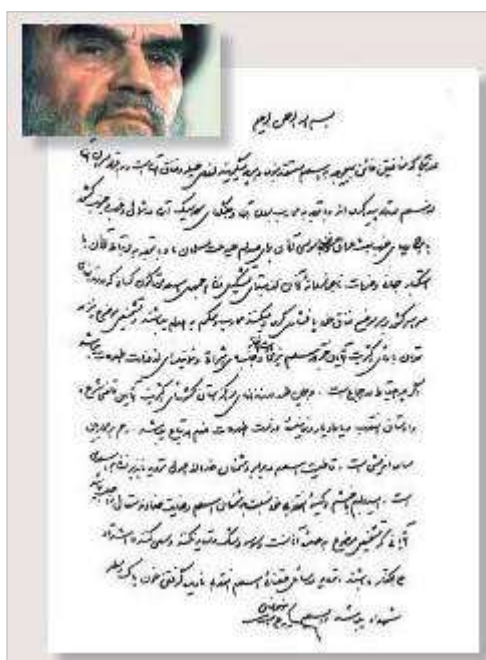
Il y a deux ans, lorsque Maryam Radjavi a lancé la campagne d'Appel à la justice pour les victimes du massacre de 1988, certains fonctionnaires sont intervenus pour défendre le crime contre l'humanité tout en révélant de nouvelles informations.

[Un rapport sur le massacre](#) préparé par l'avocat des droits de l'homme, Geoffrey Robertson, note que «les meurtres se comparent au massacre de Srebrenica en 1995 en termes de vulnérabilité des victimes et le dépassent quand on les mesure au sommet du pouvoir de l'Etat. »

Robertson souligne que la preuve des crimes internationaux commis par le régime pendant le massacre est telle que la convention sur le génocide de 1948 impose l'obligation d'enquêter sur le massacre.

Khomeiny a décrété le massacre

Sur la base des témoignages de survivants, le massacre avait été préparé depuis au moins un an auparavant.



L'ordre de massacre est venu directement de Khomeiny sous la forme d'un décret religieux (fatwa), ordonnant l'exécution de tous les prisonniers qui sont restés fermes dans leur soutien à l'opposition des Moudjahidine du peuple d'Iran, force qui a juré de renverser le régime des mollahs.

Une commission d'amnistie (plus connue sous le nom de Commission de la Mort) a posé une question simple à chaque prisonnier: soutenez-vous toujours les hypocrites (le terme péjoratif utilisé par le régime pour désigner l'OMPI)? Ceux qui ont répondu par l'affirmative ont été exécutés.

Selon un témoignage du rapporteur des Nations Unies sur les droits de l'homme, [Kamal Afkhami Ardekani](#), un ancien employé de la prison d'Evin, a décrit le massacre comme suit: «Ils alignaient des prisonniers dans une salle de 14 mètres sur 5 du bâtiment central, puis ont posé simplement une question: «Quelle est votre affiliation politique?»

Ceux qui ont répondu les Moudjahidine ont été pendus aux grues postées sur le parking derrière le bâtiment.

Aucune des victimes n'a entrepris de nouvelles activités pendant sa détention et beaucoup d'entre elles étaient des mineurs âgés de 15 ou 16 ans au moment de l'arrestation initiale et des poursuites.

Les prisonniers ont été pendus par groupes de 15 personnes maximum, puis transférés par camion à benne basculante et enterrés dans des fosses communes non marquées.

Il n'y avait aucune pitié pour quiconque, même pour les jeunes filles et les femmes enceintes.

Torture et exécution de femmes

La hâte des exécutions était si odieuse que beaucoup des plus proches confidents de Khomeiny avaient des doutes à ce sujet.

Hossein Ali Montazeri, l'héritier de Khomeiny et la deuxième plus haute autorité du pays à l'époque, avait appelé à la clémence et à un ralentissement des exécutions.

Dans une fameuse lettre à Khomeiny qui a conduit à son éviction, Montazeri avait écrit: «Si vous insistez probablement sur votre décision, soumettez du moins l'ordre à la Commission (composée de trois hommes) et fonder leur décisions sur un vote unanime.

Et les exécutions de femmes devraient également être des exceptions, en particulier les femmes qui ont des enfants.

Car finalement, l'exécution de plusieurs milliers de personnes dans les prochains jours finira par se retourner contre nous. ».

Dans un recueil de mémoires publié en décembre 2000, Montazeri a souligné les tortures cruelles pratiquées en particulier contre les jeunes filles et les femmes avant leur exécution lors du massacre de 1988.

[Un clip audio](#) publié par la famille Montazeri en septembre 2016 révèle également des détails épouvantables sur le massacre de femmes.



L'enregistrement de la réunion de M. Montazeri avec des membres de la Commission de la mort comprenait un exemple de l'exécution d'une jeune fille de 15 ans qui avait été emmenée en prison deux jours auparavant pour briser la résistance de son frère mais son frère exécuté, elle a été exécutée aussi.

La bande comprenait également une référence à l'exécution d'une femme enceinte à Ispahan.

Il a été rapporté que 80% des femmes de l'OMPI détenues dans le quartier des femmes 3 de la prison d'Evine avaient été massacrées en septembre 1988.

Ils comprenaient Monireh Radjavi, qui avait deux petites filles et qui a été exécutée seulement parce qu'elle était la soeur du chef de la résistance iranienne Massoud Radjavi. Il y avait aussi Ashraf Ahmadi, un prisonnier politique du temps du Shah, avec quatre enfants.

Les victimes comprenaient également un large éventail de personnes issues de diverses professions, y compris les candidates de l'OMPI aux élections législatives Fatemeh Zare'ii de Shiraz et Zohreh Ainol-Yagheen d'Ispahan.

Le Dr Hamideh Sayyahi et le Dr Shourangiz Karimian, ainsi que sa soeur et le joueur de l'Équipe nationale de volleyball, Forouzan Abdi, ont été parmi les personnes exécutées lors du massacre de 1988.

Le mouvement de l'appel à la justice

Il y a deux ans, la Résistance iranienne a lancé une campagne mondiale visant à obtenir justice pour les victimes du massacre de 1988.

Maryam Radjavi, la dirigeante de l'opposition iranienne, a appelé tous les Iraniens à se joindre à la campagne et à fournir les noms et photos des victimes ainsi que tout autre document qu'ils possèdent aux organes internationaux et à poursuivre les responsables du régime.

Le mouvement s'est développé depuis sa création. La Résistance iranienne a obtenu de nouveaux documents sur le massacre et la campagne a contribué à créer une pression énorme sur le régime, comme si le massacre avait eu lieu récemment.

De nouvelles informations sur les victimes, les charniers et les responsables impliqués ont créé de nouvelles pressions sur le régime.

Au moins 20 hauts responsables du régime ont été forcés de se défendre concernant ce crime.

Le chef suprême des mollahs, Ali Khamenei, a exprimé sa colère face à la raison pour laquelle le massacre de 1988 est entouré d'une aura d'innocence.

Ces aveux constituent un nouveau témoignage du crime contre l'humanité des mollahs au pouvoir.

Le 14 août 2017, le regretté [Asma Jahangir](#), rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iran, a déclaré: «Entre juillet et août 1988, des milliers de prisonniers politiques, hommes, femmes et adolescents auraient été exécutés. suite à une fatwa émise par le guide suprême de l'époque, l'ayatollah Khomeiny.

Une commission de trois hommes aurait été créée en vue de déterminer qui devait être exécuté.

Les corps des victimes auraient été enterrés dans des tombes non signalées et leurs familles n'ont jamais été informées de leur lieu de détention.

«Ces événements, connus sous le nom de massacres de 1988, n'ont jamais été officiellement reconnus.

En janvier 1989, le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Reynaldo Galindo Pohl, s'est déclaré préoccupé par le «dénier global» des exécutions et a appelé les autorités iraniennes à mener une enquête. Une telle enquête doit encore être entreprise.

[Un rapport du Secrétaire général des Nations Unies António Guterres](#) à l'Assemblée générale sur la «Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran», daté du 31 octobre 2017, a déclaré:

«Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a continué de recevoir un grand nombre de plaintes de familles de victimes d'exécutions qui ont eu lieu en 1988.

Dans une déclaration conjointe publiée en mars, 20 organisations de défense des droits de l'homme ont appelé les autorités à cesser le harcèlement, l'intimidation et les poursuites contre les défenseurs des droits humains cherchant la vérité et la justice au nom des personnes exécutées sommairement ou disparues de force .

Parmi eux, Mansoureh Behkish, Maryam Akbari-Monfared et Raheleh Rahemipour.

Destruction des fosses communes pour enlever les preuves

Selon les estimations, plus de 120 sites à travers l'Iran contiennent les restes des victimes du massacre de 1988. Les autorités iraniennes ont systématiquement caché où se trouvaient les restes de ces victimes.

Les informations recueillies auprès de témoins oculaires et de familles indiquent que les sites de sépulture sont souvent situés dans des zones désertes à l'intérieur des cimetières ou à proximité.

Avec la campagne d'appel à la justice qui a atteint son apogée ces deux dernières années, le régime a intensifié ses efforts, lancés en 2003, pour détruire les charniers des victimes du massacre de 1988 dans le but d'éliminer tous les éléments de preuve de ce grand crime contre l'humanité.

Le 26 juillet 2018, Amnesty International a lancé une action urgente en indiquant:

«Les autorités iraniennes construisent une route sur une fosse commune et des dizaines de tombes individuelles à Ahvaz, dans la province du Khuzestan, contenant les restes de dizaines de dissidents politiques, hommes et femmes, disparus de force et tués extrajudiciairement dans les années 1980, y compris pendant la massacres de 1988.

Depuis le 20 juillet 2018, des preuves photographiques et vidéo sont apparues, ce qui semble montrer que la structure en béton marquant la fosse commune ainsi que des dizaines de personnes les tombes ont été brisées en morceaux.

Les tombes sont maintenant cachées sous des tas de poussière et de débris.

Selon un tableau officiel placé sur le site, le but du projet est de construire un boulevard et de créer un parc de 21 acres.

Le conseil note que le projet est supervisé par la municipalité d'Ahvaz "

Amnesty International précise dans sa déclaration d'action urgente: «La destruction des tombes fait suite à une longue campagne de trois décennies de disparition forcée par les autorités qui ont dissimulé la vérité sur le sort et le sort des victimes droit de recevoir et d'enterrer les restes de leurs proches selon leurs traditions, de profaner le site de la tombe en en faisant une décharge, d'interdire les rituels de deuil et de réprimer toute discussion publique critique sur les meurtres.

La décision des autorités de faire disparaître de force et d'exécuter secrètement leurs proches, de cacher leurs restes et de profaner leurs tombes a provoqué l'angoisse et la détresse des familles et constitue une forme de torture ou de traitement cruel, inhumain et dégradant contre les familles, interdites par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Dans un autre [rapport](#) publié en avril 2018, Amnesty International et Justice for Iran ont publié les résultats d'une recherche conjointe qui a détaillé les tentatives du régime pour détruire les charniers d'Ahvaz, Mashhad, Tabriz, Rasht, Qorveh, Sanandaj et Khavarn. cacher les fosses communes sous de nouvelles parcelles funéraires individuelles; la construction de dalles de béton, de bâtiments ou de routes sur les fosses communes; et en transformant les fosses communes en décharges.

Selon ce rapport, les autorités semblent prévoir des actions qui endommageraient davantage les fosses communes.

Par de telles mesures, les autorités iraniennes ont violé les articles 7 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auxquels l'Iran est partie prenante.

Les auteurs doivent faire face à la justice

Un grand nombre des principaux auteurs du massacre de 1988 sont toujours en vie et continuent même à occuper des postes importants dans la politique et le droit iraniens.



Au cours des 30 dernières années, à l'exception d'une période de quatre ans, le Ministère de la justice a toujours été dirigé par l'un des membres des commissions de la mort.



La Résistance iranienne a réitéré son appel à la poursuite internationale de tous les auteurs du massacre de 1988 et du crime contre l'humanité en Iran, qui sont toujours au pouvoir et détiennent des postes importants d'autorité.

Parmi eux figurent Ali Khamenei (alors président de Khomeiny), Hassan Rouhani (alors assistant du commandant en chef par intérim des forces armées) et des membres de la commission des décès, Mostafa Pour-Mohammadi (ministre de la Justice sous Hassan).

Rouhani), Hossein-Ali Nayyeri (chef du tribunal disciplinaire suprême pour les juges sous Rouhani), Morteza Eshraqi (à l'époque procureur) et Ebrahim Raeesi (l'un des principaux religieux, membre de l'Assemblée des experts et chef à Khamenei d'Astan) Fondation Oods-e Razavi, qui est une des puissances politiques et économiques importantes qui financent les efforts de guerre du régime.

Maryam Radjavi, dans son message à une exposition organisée à l'hôtel de ville du premier district de Paris, a déclaré: «L'Occident est resté silencieux ces dernières années sur le terrorisme des mollahs et le massacre de prisonniers politiques en Iran. Les mollahs se sont donc retrouvés à l'abri des conséquences internationales de leurs crimes. Le moment est venu de mettre fin à cette immunité.

Elle a souligné: «Il est absolument essentiel que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme entame une enquête indépendante sur cette affaire et le Conseil de sécurité des Nations Unies prépare les arrangements pour la poursuite des dirigeants du régime iranien et des responsables de ce massacre.

«Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait invoquer ses pouvoirs en vertu du chapitre VII pour créer un tribunal international et un procureur chargé d'enquêter pleinement sur le massacre et de demander des comptes aux auteurs de ces actes.

Une telle enquête, attendue depuis longtemps, est particulièrement cruciale à la lumière de l'arrestation de milliers de manifestants pacifiques anti-gouvernementaux et des informations selon lesquelles de nombreux manifestants sont morts en détention.

Ne pas tenir Téhéran pour responsable a simplement encouragé la théocratie au pouvoir à poursuivre ses violations flagrantes des droits humains.



Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas

À la mi-juillet 2018, à l'occasion du 30^e anniversaire du massacre de 30 000 prisonniers politiques en Iran en 1988, les prisonnières politiques Maryam Akbari Monfared et Golrokh Iraee ont envoyé une lettre ouverte du quartier des femmes de la prison d'Évine.

«Nous ne reculerons pas jusqu'à ce qu'une enquête indépendante soit menée dans cette affaire et que les auteurs de ce massacre soient traduits en justice.

Nous ne pardonnerons pas et nous n'oublierons pas.

Maryam Akbari Monfared a perdu deux frères et sœurs lors du massacre de 1988 et deux dans les années 1980.

Elle est l'une des plaignantes demandant justice pour les victimes et sa demande a été acceptée par le groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires

Golrokh Iraee avait déjà déclaré: «Maryam (Akbari Monfared) n'est pas seule. Elle représente des milliers de personnes qui ont perdu des membres de leur famille. Notre incapacité à réagir et à suivre ces crimes entraînera des crimes plus horribles. »

Dans leur lettre commune de juillet 2018, les deux femmes emprisonnées ont déclaré: «L'histoire a montré qu'un tel courage a été invincible tout au long de l'histoire, car elle demeure éternellement dans le cœur et l'esprit de tous et non dans l'existence physique des victimes.

«Le régime [clérical] a toujours essayé d'effacer les souvenirs des années 1980 et le massacre de 1988 des esprits. Ils essaient de la censurer sous divers prétextes. Ils détruisent les charniers et appellent les victimes, les terroristes... Ils ont insisté sur cet objectif au fil des ans, mais ils ne savaient pas que pendant toutes ces années, les familles ont essayé de garder le souvenir de ces victimes et de garder cette partie de l'histoire. en vie, pour transmettre leur voix au monde malgré une répression massive. »

Trente ans sont passés mais pas leurs souvenirs.

La poursuite et la punition des auteurs et des cerveaux du massacre de 1988 sont le droit du peuple iranien, le droit à l'humanité et le droit de l'OMPI.